



**HAL**  
open science

## Les élections municipales de 2020 au Brésil : un ancrage local du vote conservateur

Frédéric Louault

► **To cite this version:**

Frédéric Louault. Les élections municipales de 2020 au Brésil : un ancrage local du vote conservateur. Les Études du CERI, 2021, 252-253, pp.69 - 74. 10.25647/etudesduceri.252-253.12 . hal-03384814

**HAL Id: hal-03384814**

**<https://hal.science/hal-03384814>**

Submitted on 19 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## Les élections municipales de 2020 au Brésil : un ancrage local du vote conservateur

par Frédéric Louault

Au Brésil, les élections municipales se sont tenues le 15 novembre 2020, puis le 29 novembre dans 57 villes où un second tour était nécessaire. Dans un contexte marqué par la crise sanitaire et l'arrivée d'une deuxième vague de Covid-19, 148 millions de citoyens étaient appelés à renouveler les pouvoirs exécutifs (*prefeitos* et *vice-prefeitos*) et législatifs (*vereadores*) des 5 570 municipalités que compte le pays<sup>1</sup>. Alors que le vote était obligatoire, ces élections ont été marquées par un taux d'abstention historique<sup>2</sup>. Celui-ci ne saurait être imputé à la seule situation sanitaire mais confirme un désintérêt croissant de l'électorat pour les scrutins locaux. Le niveau de violence a également été inédit : 264 crimes contre des candidats (dont 85 assassinats) ont été enregistrés par le Tribunal supérieur électoral durant la campagne électorale (contre 46 en 2016)<sup>3</sup>.

Ces élections locales se situant à mi-mandat, il est tentant de les considérer comme un test de popularité pour le gouvernement de Jair Bolsonaro (au pouvoir depuis janvier 2019), voire comme un baromètre pour les prochaines élections générales, prévues en octobre 2022. Pour interpréter les résultats, nous mobilisons le modèle dit des « élections intermédiaires » et la théorie du « vote-sanction »<sup>4</sup>, qui permettent de relier les enjeux municipaux au cadre politique national. Jean-Luc Parodi distingue trois configurations d'élections intermédiaires. Dans la première, les enjeux politiques locaux ne sont pas prépondérants et le système partisan est similaire au niveau national et au niveau local (la formation politique du président de la République est donc clairement identifiable dans la campagne électorale locale). Si le gouvernement national est impopulaire, les électeurs insatisfaits se surmobiliseront, tandis que ses soutiens se sous-mobiliseront<sup>5</sup>. On constate alors un « effet d'élections intermédiaires » qui se traduit par un vote-sanction (premier type). Au contraire, si le gouvernement national est populaire, la politisation locale sur les thèmes nationaux est généralement faible. Les élections sont alors « dégovernmentalisées ». Même si l'abstention différentielle rend difficile une victoire du camp gouvernemental, le vote sanction n'opère pas (deuxième type). Enfin, les élections caractérisées par des alliances partisans hétérogènes entre les niveaux de pouvoir, la présence d'enjeux électoraux localisés et l'influence de personnalités politiques locales sont dites à « déconnexion maximale » (que le gouvernement national soit populaire ou non).

---

<sup>1</sup> A l'exception de Brasília, qui est administrée par un gouverneur, et des municipalités de l'Etat d'Amapá, où une crise énergétique (pannes de courant) et sécuritaire a impliqué un report des élections au mois de décembre 2020.

<sup>2</sup> En moyenne, le taux d'abstention au premier tour a été de 20,3 % en 2020 (17,6 % en 2016, 16,9 % en 2012, 14,5 % en 2008). Il a atteint 29 % à São Paulo, 32,8 % à Rio de Janeiro et 33,1 % à Porto Alegre. Données du Tribunal supérieur électoral.

<sup>3</sup> Tribunal Superior Eleitoral, « Levantamento mostra alta na violência contra candidatos em 2020 », 24 novembre 2020, [www.tse.jus.br/imprensa/noticias-tse/2020/Novembro/levantamento-mostra-alta-na-violencia-contra-candidatos-em-2020](http://www.tse.jus.br/imprensa/noticias-tse/2020/Novembro/levantamento-mostra-alta-na-violencia-contra-candidatos-em-2020)

<sup>4</sup> J.-L. Parodi, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n° 903, avril 1983, pp. 42-72.

<sup>5</sup> Ce différentiel de participation électorale est qualifié par l'auteur de « phénomène d'abstention différentielle ».

Les élections brésiliennes de 2020 s'inscrivent dans cette troisième configuration. Les préférences électorales se sont articulées avant tout autour d'enjeux localisés. Les électeurs ont surtout sanctionné ou rétribué le bilan des équipes municipales sortantes dans les secteurs qui ont marqué l'agenda politique : gestion de la crise sanitaire, santé, sécurité et éducation. Ces élections ne peuvent donc pas être interprétées comme un vote-sanction contre le président Bolsonaro. Elles ne traduisent pas un affaiblissement sensible de ses soutiens électoraux, même s'il n'est pas parvenu à peser en faveur des candidats qu'il soutenait dans certaines municipalités. Le président n'est par ailleurs affilié à aucun parti politique depuis son retrait du Parti social-libéral (PSL) en novembre 2019. Il n'est donc pas identifié à une force politique spécifique. Il s'est en outre attaché à limiter son implication dans la campagne électorale. Pour ce qui concerne la crise sanitaire, par exemple, il a cherché à se déresponsabiliser et à distinguer les niveaux de pouvoir, indiquant dès le mois de juin :

« Je rappelle à la nation que, par décision de la Cour suprême, les actions de lutte contre la pandémie (fermeture de commerces et quarantaine, par exemple) sont passées sous l'entière responsabilité des gouverneurs et des maires. »<sup>6</sup>

Les résultats électoraux ne permettent donc pas de conclure à un rejet personnel du président Bolsonaro ou de son gouvernement. Ces élections n'ont pas non plus fait émerger d'outsiders, comme cela avait été le cas en 2018. Dans un contexte encore fortement polarisé, mais surtout marqué par les incertitudes liées à la crise sanitaire, l'« effet Bolsonaro » de 2018 n'a pas eu de répliques au niveau local. On constate au contraire un repli des électeurs sur des « valeurs refuges » politiques : des équipes sortantes ont été reconduites dans de nombreuses villes<sup>7</sup> (avec un taux de réélection de 75 %), tandis que des personnalités politiques expérimentées ou issues de familles politiques traditionnelles ont été rappelées au pouvoir<sup>8</sup>.

Nous pouvons néanmoins tirer trois enseignements de ces élections quant aux reconfigurations politiques au niveau national, dans la perspective des prochaines élections générales. Le premier concerne les rapports de forces partisans ; le second, l'opposition entre Bolsonaro et Lula ; et le troisième, l'émergence de nouvelles figures politiques appelées à peser lors des futurs scrutins.

Les résultats induisent tout d'abord des rapports de forces partisans favorables à la droite traditionnelle. Ils révèlent un ancrage du vote conservateur (droite/extrême droite) sur l'ensemble du territoire national et confirment l'érosion des partis de centre gauche/gauche.

---

<sup>6</sup> Compte Twitter officiel de Jair Bolsonaro, post du 8 juin 2020, <https://twitter.com/jairbolsonaro/status/1269942255298777095>

<sup>7</sup> Cela concerne notamment seize capitales étatiques : Aracajú, Belo Horizonte, Boa Vista, Campo Grande, Cuiabá, Curitiba, Fortaleza, Florianópolis, Goiânia, Natal, São Paulo, Palmas, Porto Alegre, Porto Velho, Salvador de Bahia, Vitória.

<sup>8</sup> Cela concerne notamment quatre capitales étatiques : Maceió, Manaus, Rio de Janeiro et Recife.

**Tableau 6**  
**Nombre de municipalités remportées par les principaux partis politiques au Brésil**  
**(comparaison 2016-2020)\***

	Parti	Positionnement idéologique	2020	2016	Evolution
1	Mouvement démocratique brésilien (MDB)	Centre droite	784	1 035	-251 (-24 %)
2	Progressistes	Droite	685	495	+190 (+38 %)
3	Parti social démocratique (PSD)	Droite	654	537	+117 (+22 %)
4	Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB)	Centre droite	520	785	-265 (-34 %)
5	Démocrates (DEM)	Droite	464	266	+198 (+74 %)
6	Parti libéral (PL)	Droite	345	294	+51 (+17 %)
7	Parti démocratique travailliste (PDT)	Centre gauche	314	331	-17 (-5 %)
8	Parti socialiste brésilien (PSB)	Centre gauche	252	403	-151 (-37 %)
9	Parti travailliste brésilien (PTB)	Centre droite	212	254	-42 (-17 %)
10	Républicains	Droite radicale	211	103	+108 (+105 %)
11	Parti des travailleurs (PT)	Centre gauche	183	254	-71 (-28 %)
12	Citoyenneté	Centre gauche	139	117	+22 (+19 %)
13	Parti social-chrétien (PSC)	Extrême droite	116	87	+29 (+33 %)
14	Podemos	Centre gauche	102	29	+73 (+252 %)
15	Solidarité (SD)	Centre gauche	94	60	+34 (+57 %)
16	Parti social libéral (PSL)	Extrême droite	90	30	+60 (+200 %)
17	En avant (Avante)	Centre	82	12	+70 (+583 %)
18	Patriote	Extrême droite	49	13	+36 (+277 %)
19	Parti vert (PV)	Centre gauche	47	98	-51 (-52 %)
20	Parti communiste du Brésil (PCdoB)	Gauche	46	80	-34 (-43 %)
...	...	...	...	...	...
24	Parti socialisme et liberté (PSOL)	Gauche radicale	5	2	+3 (+150 %)

\* Classement par ordre décroissant de municipalités remportées en 2020. En rouge les partis ayant remporté moins de municipalités qu'en 2016. En bleu les partis ayant remporté plus de municipalités qu'en 2016.  
Source : Tableau réalisé par l'auteur sur la base de données produites par le Tribunal supérieur électoral du Brésil ([www.tse.jus.br/](http://www.tse.jus.br/))

Les principaux partis de la droite traditionnelle (DEM, PP, PL, PSD) sont en nette croissance, tandis que plusieurs formations d'extrême droite s'incrémentent dans le paysage politique local (Patriote, Républicains, PSC, PSL). Toutes ces formations soutiennent le gouvernement de Jair Bolsonaro et la plupart y sont même représentées. Cette forte poussée conservatrice se fait notamment aux dépens des forces politiques du centre (centre droite et centre gauche). L'érosion des trois principaux perdants des élections de 2018 (PT, PSDB et MDB), autour desquels s'articulait jusqu'alors la vie politique nationale, se poursuit : le MDB de l'ancien président Michel Temer reste la première force politique du pays mais perd un quart de sa représentation locale. Le PSDB, dont l'électorat a été siphonné en 2018 par Jair Bolsonaro, conserve la ville de São Paulo mais se voit amputé d'un tiers de ses municipalités. Et le PT, qui avait déjà perdu les deux tiers de son implantation locale en 2016, connaît un nouvel échec : il ne remporte que 183 municipalités (contre 254 en 2016 et 644 en 2012). En outre, le PT ne dirige plus aucune capitale étatique, une nouveauté depuis le retour à la démocratie. S'il demeure le principal parti d'opposition au Congrès fédéral, l'érosion de son ancrage local suscite de réelles inquiétudes quant aux possibilités de refondation par le bas du parti.

A l'exception du PSOL, les autres partis qui structurent l'aile gauche de l'échiquier politique (PCdoB, PSB, PDT, PV) sortent eux aussi fragilisés du scrutin. Cette atomisation du vote progressiste profite à de petits mouvements de centre gauche plus récemment constitués, comme Podemos, Citoyenneté et Solidarité.

Ce nouveau rapport de force favorable au camp conservateur n'est pas pour autant une bonne nouvelle pour le président dans la mesure où cela renforce l'emprise de la droite traditionnelle sur sa gestion gouvernementale. La montée en puissance du parti DEM, en particulier, pourrait faire émerger une candidature concurrentielle crédible à Jair Bolsonaro (par exemple Antônio Carlos Magalhães Neto, héritier d'une famille traditionnelle du Nordeste, qui quitte la mairie de Salvador de Bahia après deux mandats avec un niveau de popularité record). Tandis que l'incapacité du président à implanter localement son mouvement politique dans les municipalités de São Paulo renforce les positions de l'actuel gouverneur de cet Etat, João Doria (PSDB). Devenu l'opposant le plus visible au bolsonarisme lors de la crise sanitaire, ce dernier construit sa candidature à la présidence de la République pour 2022 et cherchera à renouer l'ancienne alliance entre le PSDB et le DEM (éventuellement avec Magalhães Neto comme candidat à la vice-présidence).

Cet élément nous amène au deuxième enseignement des élections. Les deux grandes personnalités politiques du pays, Bolsonaro et Lula, sortent fragilisées du scrutin. Si leur leadership personnel n'est pas directement remis en cause, tous deux semblent perdre en influence. Leur capacité à transférer leur capital politique vers d'autres candidats – relativement forte en 2018 – n'a pas opéré au niveau local. La plupart des candidats pour lesquels Bolsonaro avait manifesté publiquement son soutien ont été battus : Celso Russomanno à São Paulo, le colonel Menezes à Manaus, le capitaine Wagner à Fortaleza et surtout le pasteur évangélique Marcelo Crivela, maire sortant de Rio de Janeiro. Ce dernier a achevé son mandat avec un fort taux de rejet, attisé par une gestion catastrophique de la crise sanitaire. La capacité d'influence électorale de Jair Bolsonaro et de sa famille diminue jusque dans leur bastion électoral carioca. Si le fils du président, Carlos Bolsonaro, a été réélu député municipal de Rio de Janeiro, il a perdu plus du tiers de son électorat par rapport à 2016. La base électorale familiale a été fragilisée par les révélations concernant les relations entre la famille Bolsonaro et des milices locales (alimentées par des détournements de fonds publics)<sup>9</sup>, de même que par les tentatives d'ingérence du président dans les enquêtes de la police fédérale de Rio de Janeiro afin de protéger ses proches. Quant à Lula, il n'a pas été en mesure de contenir la déstructuration du PT au niveau local. Comme s'il se plaçait dorénavant au-dessus – ou au-delà – du parti. Et même lorsqu'il s'est investi personnellement en faveur de candidats (comme la députée fédérale Marília Arraes à Recife ou l'ancien maire João Coser à Vitória), il n'est pas parvenu à faire la différence.

La fragilisation de Lula et du PT ouvre des espaces politiques pour d'autres personnalités politiques, ce qui nous oriente vers le troisième et dernier point de notre réflexion. Ces élections locales étaient en effet l'occasion de consolider – ou au contraire de réfréner – l'émergence de nouvelles figures politiques. A ce titre, c'est de la capitale économique du

---

<sup>9</sup> L. Calixto, « Dez fatos que ligam a família Bolsonaro a milicianos », *Congresso em Foco*, 23 décembre 2019, <https://congressoemfoco.uol.com.br/congresso-em-foco/dez-fatos-que-ligam-a-familia-bolsonaro-a-milicianos/>

pays, São Paulo, qu'est venue la surprise, avec la qualification au second tour de Guilherme Boulos (38 ans). Candidat issu des mouvements sociaux et coordinateur national du Mouvement des travailleurs sans toit (MTST), il incarnait une alternative de gauche au PT (son parti, le PSOL, est d'ailleurs né en 2004 d'une scission de l'aile gauche du PT). Il n'a finalement pas réussi à inquiéter le maire sortant : le candidat du PSDB, Bruno Covas (40 ans) a été confortablement réélu avec près de 60 % des suffrages valides. Mais Guilherme Boulos a précipité l'écroulement du PT dans son bastion historique et s'est imposé comme la principale figure d'un renouvellement par la gauche. Le PT, qui avait gouverné la ville de São Paulo à trois reprises (1989-1992, 2005-2008, 2013-2016), a été littéralement balayé : son candidat Jilmar Tatto a recueilli 8,6 % des suffrages valides au premier tour, le pire résultat dans l'histoire du parti à São Paulo.

D'autres personnalités en vue lors de ces élections pourraient gagner, dans les années à venir, une stature nationale. C'est le cas par exemple d'Alexandre Kalil, ancien président du club de football Atlético Mineiro, réélu dès le premier tour à la mairie de Belo Horizonte avec plus de 63 % des suffrages et cinquante-quatre points d'avance sur son principal opposant. C'est aussi le cas du jeune député fédéral João Campos (27 ans), fils de l'ancien gouverneur du Pernambouc Eduardo Campos (décédé dans un accident d'avion alors qu'il était candidat à l'élection présidentielle de 2014). João Campos a été élu à la mairie de Recife dans une configuration particulière puisqu'il a battu au second tour Marília Arrães (36 ans), qui n'est autre que sa cousine (tous deux sont les petits-enfants de l'ancien gouverneur du Pernambouc, Miguel Arrães). Au-delà du duel familial entre deux héritiers d'une même dynastie politique, cette élection a mis en exergue les tensions de la gauche pour incarner l'opposition au bolsonarisme. Car l'élection de João Campos à Recife – tout comme celle de Sarto Nogueira (PDT) à Fortaleza contre le candidat soutenu par le président – fait avant tout les affaires de Ciro Gomes dans son travail pour ouvrir une voie de centre gauche alternative à Lula. Lui qui avait terminé en troisième position à l'élection présidentielle de 2018 rêve de prendre la tête d'un grand mouvement anti-Bolsonaro dans la perspective des élections de 2022. Il remporte là une bataille symbolique, qu'il ne manquera pas d'instrumentaliser pour mettre la pression sur le PT et les autres forces politiques de gauche. A l'inverse, la grande perdante de ce scrutin est Manuela d'Avila (PCdoB), candidate à la vice-présidence de la République en 2018 aux côtés de Fernando Haddad (PT). Victime d'une campagne calomnieuse, l'ancienne députée fédérale était pourtant favorite à Porto Alegre, où elle comptait remporter son premier mandat exécutif. Mais elle n'est pas parvenue à provoquer l'alternance annoncée et n'a pas pu empêcher la réélection de Sebastião Melo (MDB). Sa défaite nous invite à conclure en évoquant un dernier enjeu : la féminisation par le bas de la vie politique brésilienne.

En 2018, le mouvement social *Ele não* (Pas lui) avait dénoncé la misogynie de Jair Bolsonaro et, plus généralement, l'ancrage du patriarcat et les violences contre les femmes. Deux ans après, le scrutin local allait-il prolonger ce mouvement et renforcer la place des femmes dans les instances représentatives ? Les données font état d'une lente évolution en la matière. Entre 2016 et 2020, la part des femmes parmi les candidats est passée de 32 % à 33,6 % et la part des femmes parmi les maires élus de 11,6 % à 12,2 %. Une seule femme a remporté une capitale étatique : Cynthia Ribeiro (PSDB) à Palmas. C'est dans les assemblées municipales

que la féminisation progresse le plus sensiblement : 16 % en 2020 contre 13,5 % en 2016. Si la montée en puissance du bolsonarisme a provoqué un regain du mouvement féministe et de l'engagement politique des femmes, celles-ci restent largement sous-représentées dans la politique locale brésilienne. Le conservatisme patriarcal sort une fois de plus indemne de ce scrutin. Toutefois, certains résultats ont une puissante charge symbolique et laissent entrevoir des mutations plus profondes à moyen terme. L'élection de Mônica Benício, veuve de la députée Marielle Franco (assassinée en 2018 pour son engagement politique), à l'assemblée municipale de Rio de Janeiro en est un exemple. De même que l'élection d'Erika Hilton, qui sera la première femme noire transgenre à siéger à l'assemblée municipale de São Paulo.

**Pour citer ce chapitre** : Frédéric Louault, « Les élections municipales de 2020 au Brésil : un ancrage local du vote conservateur », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 252-253, janvier 2021 [en ligne : [www.sciencespo.fr/cei/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/cei/fr/papier/etude)].